



C E T R I

ANALYSE 2015
9 décembre

Centre tricontinental

BRESIL : FEMINISME ET AUTONOMIE, LE DEFI DU « COLLECTIF TOTAL »

Mirla Cisne et Telma Gurgel

Le féminisme au Brésil est un mouvement multiforme et hétérogène dans sa composition sociale et ses stratégies politiques. Une de ses spécificités est d'être un sujet collectif construit par des militants dont l'action a lieu au sein d'autres organisations (partis politiques, syndicats et mouvements sociaux divers), caractéristique qui rend nécessaire un débat permanent sur l'autonomie du processus de construction politique de cette dynamique.

C'est en nous basant sur l'expérience de construction collective propre au mouvement féministe brésilien que nous considérons le féminisme comme un sujet qui, dans sa politique, se donne en permanence le défi de rendre possible, de façon dialectique, « *la reconnaissance de la diversité et la construction d'une unité diverse qui exprime l'acceptation des expériences particulières au sein de l'identité collective* » (Cisne et Gurgel, 2014), se constituant ainsi comme un « collectif total ». La catégorie du « collectif total » peut garantir la prise en compte des diverses singularités présentes dans le féminisme sans pour autant tomber dans une fragmentation des identités spécifiques.

En somme, le féminisme, en tant qu'unité dans la diversité, a pour point de départ les particularités articulées entre elles par le biais des totalités partielles. Il devient donc indispensable, pour toute analyse de l'histoire du mouvement féministe dans le contexte brésilien, d'aborder la question de son autonomie face aux différentes formes d'institutions (État, partis politiques, mouvements sociaux et syndicaux), qu'il entretienne ou non des liens avec celles-ci. Après avoir abordé l'historicité du débat sur l'autonomie, nous présenterons quelques-uns des défis pour la construction d'un féminisme autonome dans le contexte actuel de lutte des classes au Brésil.

Autonomie et praxis féministe

En tant qu'élément de démarcation, l'autonomie établit des liens internes et des mises à distance politiques nécessaires à la constitution de tout sujet collectif face à la multiplicité des conditions d'oppression et de discrimination présentes dans le cas du féminisme. En ce sens, le terme d'autonomie revêt diverses connotations qui reflètent le niveau d'implication du féminisme dans son contexte social, lequel détermine son action militante en tant que mouvement de transformation sociale. Nous mettrons en avant trois éléments qui structurent ce débat au sein de la réalité brésilienne : les relations avec les institutions, la question du financement et la politique de représentation collective.

Relations avec les institutions

Le féminisme brésilien est marqué par la forte présence de femmes jouant un rôle politique à l'intérieur d'autres collectifs. Ainsi, depuis ses premières expressions publiques, à la fin du 19^e siècle, dans le combat pour le suffrage et pour le droit, ses militantes intégraient déjà des partis politiques, tantôt de

tendance conservatrice, tantôt de tendance libertaire (anarchisme et communisme). Cet engagement dans des partis a produit, dans le processus d'organisation du mouvement, des défis et des conflits, qui se manifestaient de différentes façons, selon les stratégies internes de construction d'alliances.

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, avec la dictature militaire, les féministes ont aussi maintenu des liens étroits avec des secteurs organisés par la théologie de la libération, des mouvements locaux et des mouvements formés par la classe moyenne, au service de revendications plus générales, telles que la lutte pour les droits sociaux et pour le contrôle de l'inflation (Soares, 1998). Lorsque le féminisme s'est rapproché des couches populaires, on a vu apparaître plusieurs fronts de lutte qui ont culminé avec l'émergence de thématiques souvent mises à l'écart par les organisations de caractère religieux ou par les partis, telles que la sexualité, la violence domestique et la représentation politique des femmes.

Dans ce contexte, la question de l'autonomie politique a subi des revers, dans la mesure où on a assisté à une hégémonie des luttes, des intérêts et des discours des partis concernant les « luttes générales » à l'intérieur du mouvement féministe. Cela s'est produit au détriment de son cahier des charges « spécifique », soit celui qui est directement lié au combat contre les nombreuses déterminations et expressions du patriarcat. C'est ce qui a représenté la tension majeure de ce débat et qui demeure présent – sous une forme moins explicite qu'à cette époque.

Financement des organisations non gouvernementales

Un autre point de tension est apparu concernant l'autonomie au milieu de la décennie 1990, avec le réaménagement de la relation entre les mouvements sociaux et l'État en Amérique latine, plus particulièrement au Brésil, où s'est renforcée la présence des organisations non gouvernementales (ONG) dans le processus de lutte féministe. Les ONG féministes ont développé leurs actions grâce à l'appui de la coopération internationale et des agences de développement qui se profilent souvent en tant qu'intermédiaires pour l'obtention de crédits émanant d'organismes – principaux responsables de la pauvreté et des inégalités présentes sur le continent –, tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque interaméricaine de développement (BIRD) et la Banque mondiale (BM).

La contradiction entre les intérêts liés à l'autodétermination des femmes et les relations institutionnelles construites par l'intermédiaire de ces bailleurs de fonds est mise en avant dans diverses études. Ainsi Jules Falquet (2007) mentionne, comme l'un des indicateurs du processus d'« ONGisation », la perte d'autonomie du mouvement des femmes dans le cas d'actions liées à des luttes plus intenses et plus radicales. Cela s'explique par le fait que les projets et les conditions de financement sont déterminés par les intérêts spécifiques de ces agences sur le continent latino-américain, ce qui contraint les organisations à des changements de leur structure politique et/ou de leurs objectifs stratégiques.

Politique de représentation collective

Les structures administrative, professionnelle et de pouvoir établies par les instances des ONG ont transféré la décision politico-institutionnelle aux équipes de professionnels qui, la plupart du temps, se présentent comme activistes et confondent le sens de l'action technique et celui de la représentativité politique. Une contradiction survient, dès lors, entre le principe d'autonomie en tant que processus d'autodétermination et de progression individuelle et collective des femmes dans l'exercice de la politique, d'une part, et la centralisation du pouvoir et la représentativité des ONG, d'autre part.

Le remplacement de la représentativité a comme conséquence la plus immédiate un changement de terrain pour les luttes sociales, qui passent de la rue et de la pression populaire à l'arène de la négociation, au détriment de la radicalité et de la liberté de critique, qui est le propre des mouvements sociaux dans leur action de pression et d'opposition au système dominant. Cette réalité a été abordée sous différentes formes dans le débat féministe et au niveau national. D'autant plus que, au cours de la dernière décennie, les bailleurs de fonds des ONG ont peu à peu cessé d'« investir » au Brésil. Au sein du mouvement féministe, plusieurs secteurs ont fait leur autocritique et ont réalisé des évaluations pour se constituer en tant que sujets susceptibles de réaliser, dans leur hétérogénéité, une unité programmatique, avec une autonomie rendant possible l'actualisation de leurs stratégies, demandes et

actions. Ceci, en considérant que « *le défi principal du féminisme est de rappeler que l'égalité constitue un idéal à construire face à une réalité faite d'inégalités* » (Delphy, 2006).

Il faut aussi que le mouvement féministe approfondisse sa réflexion sur la relation à l'État, dans le cadre des revendications de politiques publiques destinées aux femmes et censées aboutir à la construction d'un nouveau modèle de distribution en rupture avec la suprématie du marché. Un phénomène qui, du point de vue stratégique, rassemble le mouvement féministe autour d'un défi, celui de se confronter à la contradiction fondamentale du néolibéralisme : la croissance des inégalités et la réduction des droits sociaux. Cette perspective de praxis politique féministe exige qu'au Brésil, le mouvement recrée des mécanismes de participation directe et représentative au sein de ses instances de décision, en vue de regrouper les différentes formes de résistance des femmes aux diverses expressions du pouvoir structuro-symbolique du patriarcat dans la société contemporaine.

Défis pour le féminisme autonome au Brésil

Plusieurs défis ont marqué l'histoire la plus récente du combat féministe dans notre pays, dans le sens d'un renforcement d'un féminisme autonome au Brésil.

Le travail des femmes

Dans le domaine du travail des femmes, on observe selon l'organisation *Articulação de Mulheres Brasileiras* (AMB) une tendance au déclin du taux d'activité féminine, conséquence de la politique économique que le gouvernement a adoptée face à la crise internationale et qui consiste à offrir « *des incitants fiscaux en matière de création d'emplois qui favorisent les secteurs industriels intensifs dont la main-d'œuvre est presque exclusivement masculine* » (AMB, 2011). Ainsi, « *l'inégalité de genre n'a pas été envisagée comme un problème structurel* » ; il s'en est suivi une « *aggravation des inégalités vécues par les femmes dans le monde du travail* » (ibidem).

On peut aussi relever l'impact des travaux du *Programa de aceleração do crescimento* (Programme d'accélération de la croissance, PAC) sur la vie des femmes. De tels projets sont « *une menace pour l'autonomie économique des femmes* ». Non seulement parce que « *ceux-ci sont massivement destinés à la main-d'œuvre masculine* », mais aussi parce qu'ils entraînent de nombreux problèmes environnementaux, dont l'effet est de rendre non viables des possibilités d'emploi pour les femmes à la campagne, dans les zones forestières, parmi les populations vivant au bord des cours d'eau et le long du littoral. Outre ces conséquences très graves sur le plan économique, ces projets sont à l'origine d'une autre grande problématique touchant la vie des femmes, car, « *autour des chantiers, la violence et l'exploitation sexuelle sont en augmentation* », celle-ci allant jusqu'à devenir une alternative de survie face à la précarisation des conditions de vie (ibidem).

L'ingérence des organisations religieuses dans les politiques sociales

Un autre défi pour le mouvement féministe réside dans la menace que représente pour la laïcité de l'État brésilien l'affectation croissante de ressources publiques aux politiques sociales menées par des organisations religieuses. On assiste en même temps à une absence du gouvernement, en gage de sa stabilité politique, face à l'ingérence des Églises dans le Congrès national, comme en atteste le débat sur la légalisation de l'avortement, qui peine à être mis à l'ordre du jour au Parlement. De plus, les organisations religieuses préparent des projets visant un retour en arrière par rapport à la législation actuelle concernant l'avortement légal en cas de viol et qui se traduirait par une criminalisation des femmes.

Ce contexte a obligé le mouvement féministe à accroître sa capacité d'organisation et d'autonomie face au gouvernement et à ses alliés de base, incluant non seulement les partis politiques, mais aussi les mouvements syndicaux et sociaux. Par son passé et sa trajectoire de gauche, le Parti des travailleurs (PT) parvient encore à juguler les critiques et les actions populaires, malgré la mise en place d'un gouvernement appliquant une politique économique d'inspiration néolibérale et visant, de manière hégémonique, les intérêts des classes dominantes. C'est ainsi que les mouvements féministes au Brésil

font face à de grandes difficultés dans la construction d'un projet populaire.

La construction d'alliances

La diversité qui caractérise la construction du féminisme en tant que mouvement social, associée aux demandes imposées par une conjoncture non plus seulement conservatrice, mais bien réactionnaire, met en évidence la nécessité d'une unité assurée par l'autonomie de chaque mouvement par rapport aux autres et des mouvements par rapport au gouvernement. C'est ainsi que nous pointerons comme principal défi, celui d'articuler l'autonomie des mouvements féministes à travers des alliances construites autour d'un projet populaire et de stratégie socialiste. Des alliances qui ne peuvent être réalisées par l'intérêt qu'ont les autres mouvements à obtenir, de façon instrumentale, plus de militants en recrutant des femmes, mais bien par l'intégration de l'importance du féminisme pour la construction d'une société nouvelle.

L'autonomie politique comme défi pour les mouvements féministes est directement associée à l'autonomie financière. L'appui financier du gouvernement et l'intégration par les militantes féministes de postes de hauts fonctionnaires ont aussi freiné la capacité critique et l'ardeur combative, face aux politiques sociales ancrées dans une conception traditionnelle de la famille et face à l'inertie du gouvernement à l'égard des problématiques historiques qui concernent les femmes. Le défi se concentre dans la capacité d'autonomisation financière et politique.

Luttes et victoires récentes du mouvement féministe

Mis à part ces défis, il nous faut mentionner les luttes récentes du mouvement féministe : la résistance à la contre-réforme de la sécurité sociale ; la « Marche des marguerites » (50000 paysannes mobilisées pour plus de justice sociale) ; le Front national pour la fin de la criminalisation des femmes et pour la légalisation de l'avortement, ainsi que l'action des femmes de La Via Campesina ; et enfin la victoire représentée par le vote de la loi *Maria da Penha*, un dispositif contre les agressions à l'égard des femmes. Ce sont là autant d'avancées qui méritent d'être mises en avant.

Conclusion

La défense de l'autonomie du mouvement féministe ne signifie pas la négation des partis politiques et des autres organisations mixtes : nous défendons la nécessité d'intégrer la perspective féministe dans toutes les organisations anticapitalistes. Le combat féministe n'est pas secondaire et n'est pas un simple ajout à un programme politique révolutionnaire, mais une composante stratégique et structurante d'un projet de société émancipateur. La relation du mouvement féministe avec les autres organisations mixtes de gauche doit s'articuler à l'autonomie, afin que ses revendications ne cèdent pas à la tentation des « luttes généralistes », niant alors l'importance du patriarcat dans la structuration des formes multiples d'inégalités sociales.

Simone de Beauvoir (1949) nous éclaire en ce sens : « *le problème de la femme a toujours été un problème d'hommes* ». En somme, « *il n'existe aucune question concernant la femme qui ne soit pas aussi une question sociale de plus grande ampleur, une question d'intérêt vital pour le mouvement révolutionnaire et pour laquelle tant les hommes que les femmes communistes doivent se battre* » (Waters, 1979). Nous ne voulons cependant pas dire que les hommes sont des militants du féminisme, mais qu'ils doivent intégrer la perspective féministe dans leur vie et dans leur action politique. Les sujets du féminisme sont structurellement et fondamentalement les femmes, mais au-delà d'une analyse biologique, tous ceux qui, en plus d'intégrer le projet politique du féminisme, sont les victimes du patriarcat (et qui ne détiennent donc pas de privilèges) ainsi que tous ceux pour qui celui-ci est un ennemi, font partie du sujet collectif féministe.

Dans ce « collectif total » que nous revendiquons pour le mouvement féministe, les expériences particulières des sujets doivent être prises en considération et respectées, tout comme doit être recherchée l'autonomie des sujets dans le vécu et l'expression de leurs différences. D'où l'importance, pour les sujets féministes, des espaces d'auto-organisation en tant que méthode de formation et

d'action politique. Nous espérons qu'ainsi les principes d'autonomie et de liberté, de même que le caractère subversif et irrévérencieux constituant le féminisme, pourront être renforcés et qu'ils accroîtront leur pouvoir d'influence dans la lutte pour l'émancipation humaine.

Bibliographie

Articulação de Mulheres Brasileiras (AMB) (2011), *Políticas Públicas para a Igualdade : balanço de 2003 a 2010 e desafios do presente*, Brasília, Centro Feminista de Estudos e Assessoria (CFEMEA).

Cisne M. et Gurgel T. (2014), « Feminismos no Brasil Contemporâneo : apontamentos críticos e desafios organizativos », *Temporalis*, n° 27.

De Beauvoir S. (1949), *Le deuxième sexe. Tome 2 : l'expérience vécue*, Paris, Gallimard.

Delphy C. (2006), « Los desafíos actuales del feminismo », *Articulando eletronicamente*, n° 149, <http://articulacaodemulheres.org.br/>.

Falquet J. (2007), « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes : défis et espoir face à la mondialisation néolibérale », *Actuel Marx*, n° 42.

Soares V. (1998), « Muitas faces do feminismo no Brasil », in Borba A., Faria N. et Godinho T. (dir.), *Mulher e Política – Gênero e feminismo no Partido dos Trabalhadores*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo.

Waters M. A. (1979) (2^e éd.), *Marxismo y feminismo*, Barcelone, Fontamara.

Mirla Cisne est professeure adjointe à la Faculté du travail social (FASSO) de l'Université d'État Rio Grande do Norte (UERN) et coordinatrice du Groupe d'étude « Simone de Beauvoir ».

Telma Gurgel est professeure adjointe à la Faculté du travail social (FASSO) de l'UERN, coordinatrice du Groupe d'étude et de recherche sur les relations sociales de genre et sur le féminisme et membre du Groupe d'étude « Simone de Beauvoir ».



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

